

Assermentation de Donald Trump en tant que président des États-Unis

INTENSIFIONS LE TRAVAIL À LA DÉFENSE DES DROITS DE TOUS, POUR LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE, UN GOUVERNEMENT ANTIGUERRE ET UN CANADA INDÉPENDANT!

– Déclaration du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 20 janvier 2017 –

Aujourd'hui Donald Trump est assermenté en tant que 45^e président des États-Unis. La tâche primordiale pour les travailleurs et le peuple du Canada est de concentrer leur attention sur leur propre travail à la défense de leurs droits. L'antidote à la promotion incessante des convictions idéologiques tant de Trump que des forces anti-Trump officielles est le travail pour bâtir les institutions et la voix indépendantes de la classe ouvrière canadienne et de ses alliés et pour élargir la lutte à la défense des droits, pour le renouveau démocratique, pour un gouvernement antiguerre et pour un Canada indépendant.

Les célébrations extravagantes entourant l'assermentation de l'oligarchie Donald Trump servent à submerger les gens dans un sentiment d'impuissance, de stupeur et d'appréhension devant la toute-puissance de celui qui promet de « redonner sa gloire à l'Amérique ». En plus de créer un climat d'incertitude, la section triomphante de l'élite dominante veut conférer à Trump une aura d'invincibilité car c'est l'homme qui va régler tous les problèmes par les moyens d'un gouvernement des pouvoirs de police. La richesse, la célébrité et le pouvoir policier organisé par l'État derrière Trump sont mis à contribution pour créer l'impression d'un homme capable d'écraser tout ce qui se dresse sur son chemin. Tout est réduit à une affaire de croyances personnelles, de goûts et de préférences personnels, sinon à une affaire de haine, de sorte à éliminer les mouvements politiques de la classe ouvrière et d'autres aux États-Unis et dans les pays qui sont dans leur mire. Les États-Unis sont indispensables et le monde peut se passer des travailleurs. Ceux qui ne sont rien sont incapables de se diriger et de régler leurs problèmes ; il faut donc les convaincre qu'ils ont besoin d'un oligarque organisé par l'État et d'un gouvernement des pouvoirs de police pour tout faire à leur place.

Les médias et différents experts créent l'appréhension et le doute quant à la capacité des Canadiens de défendre leurs droits et leurs intérêts face au « grand perturbateur ». Ils manquent à leur devoir d'exposer la vérité : que l'élection de l'oligarchie Trump pour diriger un gouvernement des pouvoirs de police est un signe de la faiblesse et de la crise des États-Unis, pas de leur force.

Trump est parvenu à la présidence en utilisant les mécanismes électoraux et politiques en désuétude, le pouvoir de la célébrité et de l'argent et les médias sociaux pour détruire complètement le processus électoral, en utilisant le langage

répugnant du racisme, de la misogynie et du chauvinisme américain. Cela expose la crise de l'impérialisme américain et la division de l'élite dominante en bandes rivales et irréconciliables. Son triomphe sur les autres membres de la classe dominante américaine expose un empire en crise tourné contre lui-même, se précipitant vers la guerre civile parce que la réconciliation est devenue impossible par les institutions traditionnelles du pouvoir d'État américain.

« Trump n'est pas un président légitime », déclarent ceux qui ont perdu la bataille électorale pour la suprématie. Beaucoup ont décidé de boycotter la cérémonie d'assermentation dans le vain espoir d'échapper au verdict de l'histoire par l'affirmation prétentieuse de convictions plus nobles. D'autres espèrent y échapper par une passation pacifique des pouvoirs, comme si la défense de la constitution de l'empire issue du XVIII^e siècle offrait une issue à cette conjoncture historique où les vieilles formes se sont épuisées bien que les formes nouvelles ne soient pas encore apparues.

Avant qu'on n'annonce les résultats de l'élection, les deux camps de la classe dominante ont déclaré que si l'autre l'emportait, ce serait parce que l'élection est truquée ou parce que les services du renseignement n'ont pas fait leur travail. L'incapacité des agences du renseignement à prédire quoi que ce soit, elles aussi secouées par des querelles factionnelles qui les amènent à fuiter des informations qui favorisent un camp et à faire l'inverse le lendemain, est invoquée pour attiser le chauvinisme et la guerre. Pendant ce temps, les citoyens sont appelés à confier leur sécurité à ces mêmes pouvoirs policiers qui n'ont rien pu prédire et qui sont la source de grande insécurité pour toute l'humanité. Cela montre non seulement à quel point l'irrationalité s'est emparée du corps politique américain mais aussi à quel point les contradictions au sein de la classe dominante sont devenues intenses. Se ranger du côté de l'un des deux clans sous prétexte de défendre des idéaux supérieurs et des valeurs progressistes n'est pas une option.

Le problème n'est pas l'illégitimité de Trump ou de Clinton mais bien la crise profonde du corps politique américain et l'échec des institutions dites démocratiques. Le pacte par lequel « nous le peuple vous confions notre représentation en vertu des élections » est archaïque et rompu. La tentative de faire passer un gouvernement des pouvoirs de police pour

un gouvernement des lois n'y changera rien. Le Canada, le Mexique et les autres pays qui se retrouvent dans la mire des États-Unis ont également besoin de renouveau démocratique et de constitutions modernes qui portent les travailleurs au pouvoir pour résoudre les problèmes économiques, politiques et sociaux du XXI^e siècle.

Aujourd'hui la reconnaissance des droits que tous possèdent du fait qu'ils sont des êtres humains doit être affirmée par un processus politique qui garantit ces droits en pratique. Les oligarques, ploutocrates et autocrates n'ont pas leur place. Ceux qui travaillent et créent la valeur de laquelle la société dépend doivent assumer le rôle honorable qui leur revient en tant que leaders de l'économie, des affaires politiques, du gouvernement et dans l'ensemble de la société.

L'élection de Donald Trump place le Canada dans un dilemme. Selon les cercles officiels, le problème est de trouver les moyens d'apaiser Trump pour sortir du tordeur de « l'Amérique d'abord » avec le moins de dommage possible. Le premier ministre Justin Trudeau et les médias rapportent que de hauts représentants du gouvernement ont eu des « entretiens constructifs et positifs » avec l'équipe Trump. On nous informe que « sous le nuage d'incertitude » actuel, des représentants du gouvernement fédéral et de l'élite dominante « tentent d'établir de bons rapports avec des membres du cercle interne de Trump » et de « faire valoir la cause du Canada pour protéger son économie contre les conséquences de changements de politique ». À la suite d'un remaniement ministériel le 9 janvier, Chrystia Freeland s'est retrouvée ministre des Affaires étrangères, aussi responsable des relations entre le Canada et les États-Unis, et d'autres qu'on dit avoir des relations personnelles avec des membres de la nouvelle administration américaine ont aussi obtenu des postes de responsabilité. Chrystia Freeland est une partisane sans vergogne de la résurgence de forces nazies en Ukraine et de la guerre contre la Russie. Donald Trump semble préconiser un nouvel arrangement tripolaire pour monter la Russie et la Chine l'un contre l'autre afin de « redonner sa gloire à l'Amérique ».

Tout en cultivant de bonnes relations avec des ploutocrates partout dans le monde, madame Freeland avait fait campagne avec la notion, partagée par le gouvernement Trudeau et l'élite dominante du monde, que la situation où une toute petite ploutocratie contrôle la part du lion de la richesse mondiale ne peut durer et doit être corrigée par la négociation de meilleures conditions et un changement de comportement. Entretemps, les agences de nouvelles rapportent que huit ploutocrates contrôlent à eux-seuls près de la moitié de la richesse du monde. Au Canada la richesse de deux oligarques équivaut à la richesse de 11 millions de Canadiens.

Chrystia Freeland, la grande négociatrice qui est censée affronter et corriger les ploutocrates, a mené à conclusion l'Accord économique et commercial global (AÉCG) avec bon nombre de ces mêmes ploutocrates de l'Union européenne qui méritent d'être « corrigés ». Cet accord de libre-échange aura pour effet d'accroître la soumission du Canada au contrôle

des plus grands oligopoles du monde et de mettre un autre clou dans le cercueil de la souveraineté et de l'indépendance du Canada. L'AÉCG procure aux oligopoles européens un point d'accès à l'ensemble du marché nord-américain, ce qui aura pour conséquence d'accroître la concurrence entre les géants qui rivalisent pour étendre leur contrôle au Canada. Le gouvernement libéral attribue aux talents de négociatrice de madame Freeland d'avoir secouru l'AÉCG à la onzième heure et pour cela elle s'est valu les applaudissements des ploutocrates. Il faut maintenant présumer qu'elle est la moins trouillarde de l'équipe Trudeau et donc la plus apte à se mesurer aux « talents de négociateur » d'un irréductible Donald Trump.

Tout cela cache le fait que les causes des crises économiques et institutionnelles sont objectives et ne dépendent pas des bonnes ou des mauvaises politiques, thèses ou intentions de tel ou tel leader, parti, administration ou oligarque. Les convictions idéologiques centrées sur des énoncés de principe sont fausses et détournent l'attention du besoin de tirer les conclusions qui s'imposent des contradictions de classe et des contradictions sociales objectives et au sujet des conditions subjectives qu'il faut préparer pour changer la situation.

C'est dans cet esprit que le rapport Global Risks 2017 du forum économique de Davos fait la mise en garde suivante : « La hausse des inégalités et la polarisation sociale pourraient accroître les risques à travers le monde en 2017 et fragiliser la solidarité sociale sur laquelle repose la légitimité des systèmes économiques et politiques. » Quelle « solidarité sociale » ? Le rapport ne le dit pas. Ce qui est évident, par contre, c'est que les alliés européens des États-Unis sont eux aussi pris dans des scénarios de guerre civile que les élites impérialistes doivent surmonter même au risque de plonger le monde dans un holocauste nucléaire.

Le déclenchement de guerres à l'étranger pour éviter la guerre civile au pays a toujours été la stratégie des impérialistes pour unir la bureaucratie et l'armée et surmonter la crise économique par le déploiement des forces productives sur une grande échelle. Il est très dangereux d'aligner le Canada derrière les intérêts des impérialistes dans leur rivalité et collusion et il faut s'opposer à cette voie.

Les tentatives de rallier les Canadiens à la prétention que le gouvernement Trudeau a à cœur les intérêts du Canada seraient risibles si elles n'étaient pas une diversion si dangereuse. Qu'est-ce qui sera négocié avec l'administration Trump ? Certainement pas des emplois pour les Canadiens, de « bons salaires de classe moyenne », la paix ou ce que les Canadiens considèrent comme leur intérêt national au pays et à l'étranger. Les négociations vont centrer sur la meilleure façon de servir les intérêts privés étroits des oligopoles.

S'il est vrai que l'économie canadienne est à ce point intégrée à l'économie américaine que tout impact sur le Canada aura des conséquences pour les États-Unis et inversement, cela ne veut pas dire que l'intégration à l'économie de guerre et aux préparatifs de guerre des impérialistes américains est un avantage pour le Canada. Quand Donald Trump et les

membres de son cabinet parlent de création d'emplois aux États-Unis, ils ne parlent pas d'emplois qui offrent un niveau de vie correspondant à ce que la classe ouvrière américaine s'est donné par de hautes luttes dans le passé. Non, il sera plutôt question d'accroître la concurrence entre les travailleurs pour des emplois créés dans les anciens États esclavagistes et même dans le cœur industriel des États-Unis où les lois antiouvrières deviennent la norme. Les oligopoles veulent faire aux travailleurs canadiens ce qu'ils ont fait aux travailleurs industriels américains. Ce n'est certainement pas ce que veulent les travailleurs industriels canadiens et américains et c'est un important défi pour eux dans la situation actuelle.

Donald Trump va se servir des pouvoirs de police de l'État américain pour abaisser les salaires et les conditions de travail à leur plus bas niveau tout en protégeant les réclamations des oligopoles qui acceptent de coopérer avec lui ou qui sont ses alliés. Sa présidence représente le pouvoir de l'autorité publique par les pouvoirs de police. La création de ce pouvoir n'est pas dû à de « mauvaises personnes » ou de « mauvaises politiques » mais au fait que le capital financier est incapable d'harmoniser les intérêts de tous les individus et collectifs de la société. Il est incapable de donner au pays un but à la hauteur des défis de l'époque.

La société civile basée sur un pacte entre les gouvernants et les gouvernés est rompu. L'équilibre établi par ce système de représentation était légitimé par les institutions et les élections du gouvernement des lois. Ces arrangements sont épuisés ; ils ne fonctionnent plus. Leur faire appel c'est espérer des remèdes des dieux de la peste. Elles sont sans mérite. Il ne reste plus que le pouvoir policier ouvert et la nécessité de reconnaître le changement de situation, dans lequel le peuple doit affirmer ses droits. Il faut une nouvelle direction, avec une nouvelle force sociale aux commandes : les travailleurs eux-mêmes.

La prétention du gouvernement Trudeau qu'il va faire tout en son pouvoir pour que le Canada soit en mesure de leur faire concurrence à cet égard est risible. Il faut rejeter cette voie sans issue en faveur d'une nouvelle direction pour l'économie, pour que le Canada puisse suffire à ses besoins, être indépendant et pratiquer le commerce sur la base de l'avantage et le développement réciproques avec les peuples des États-Unis et du Mexique et avec les peuples du monde, plutôt que le commerce à l'avantage des oligopoles qui se sont emparés du pouvoir par la force et la fraude.

L'oligarchie Trump est la négation de la politique moderne, du renouveau démocratique et de la reconnaissance des droits. Dans ses tirades sur Twitter, Trump propose des solutions aux graves problèmes des États-Unis qui consistent à présenter les gens comme des choses plutôt que des personnes. Il les

voit comme des catégories policières : « migrants sans papier », « bandes criminelles », « manifestants violents », « dégénérés », « haisseurs de police », « terroristes », « intégristes musulmans », toutes ces « choses » qui doivent être éliminées. Un corps politique constitué d'êtres humains doit créer les conditions nécessaires pour démêler les rapports entre les gens et résoudre les problèmes sans violence, sans menace et sans recours aux pouvoirs policiers.

Le triomphalisme de Trump et des intérêts qu'il représente est leur plus grande faiblesse. Ils se heurtent à l'opposition partout, y compris aux États-Unis. La tendance de l'histoire est à l'affirmation des droits, au renouveau démocratique et à l'indépendance souveraine des peuples et des nations et comprend un profond ressentiment contre la guerre. Les êtres humains ont acquis de la maturité dans leurs luttes pour leurs droits tout au long du XXe siècle et depuis le début de cette période de réaction à l'approche du XXIe siècle. Partout nous voyons le désir des peuples de vivre dans la paix, exprimé dans des situations de vie et de mort devant le déchaînement des grandes puissances, le désir de résoudre les différends qui les séparent, de démêler les rapports sociaux et résoudre les problèmes sans violence, dans le respect et la dignité et par une ferme opposition à toute négation des droits qui leur appartiennent du fait de leur humanité.

Les pouvoirs de police ne peuvent pas légitimer le pouvoir de l'oligarchie financière. Ils servent à imposer l'obéissance à l'État et aux pouvoirs de police eux-mêmes. Ils servent à décider qui doit être criminalisé et quel châtiment infliger. On ne peut pas « argumenter » contre ces pouvoirs. L'argumentation doit plutôt être en faveur de Bâtir le Nouveau, pour ouvrir une voie vers l'avant sur la base de l'affirmation des droits qui nous appartiennent du fait que nous sommes des êtres humains. Nous devons réclamer ce qui nous appartient en tant qu'êtres humains. Réclamons ! Plus l'oligarchie financière et les pouvoirs en place cherchent à légitimer les pouvoirs de police par la suspension des droits civils et par l'adoption de lois qui rendent « légales » les atteintes flagrantes aux droits humains, plus ils s'isolent et exposent leur désespoir de cause et leur inaptitude à gouverner. La voie est ouverte pour que la classe ouvrière et ses alliés avancent dans la bataille du Nouveau contre l'Ancien.

La chose cruciale est de s'organiser à la défense des droits et intérêts des travailleurs de tous les pays et de bâtir leurs quartiers généraux indépendants, leur voix et leurs institutions indépendantes. Cela veut dire intensifier la lutte organisée et consciente à la défense des droits de tous, pour le renouveau démocratique, un gouvernement antiguerre et un Canada indépendant.

***Intensifions le travail à la défense des droits de tous, pour le renouveau démocratique,
un gouvernement antiguerre et un Canada indépendant !***

PCC(M-L)

Tél: (514) 522-1373 • 416-253-4475 • Courriel: bureau@pcml.ca • Site web: www.pcml.ca